

CR de la rencontre du 14 décembre 2005

TRAVAIL EN COURS, ce compte–rendu est dans un état instable.

L'essentiel de ce compte–rendu est issu des notes de Sylviane Manuel. La rédaction finale a été effectuée par Philippe Aigrain

Présents : Philippe Aigrain, Georges Debrégeas, Gilles Garcia, Sylviane Manuel, Gisèle Sapiro, Bernard Stiegler

Cette réunion spécifique était consacrée aux questions concernant les politiques culturelles publiques, les politiques industrielles et technologiques, et le statut des productions (biens communs / biens privés). Pour des raisons de temps, seuls les deux premiers sujets ont été traités.

Philippe Aigrain rappelle en introduction l'objectif général des travaux de l'atelier

- La perspective des auditions civiques permet d'explicitier des questions qui ne pourront pas toutes être posées lors des auditions.
- La diffusion des travaux de l'atelier a une valeur propre pour aider à la formation de l'opinion des citoyens au-delà des seules auditions

Georges Débrégeas rappelle les différents types de questions envisagées :

- Questions type QCM (ex : le mariage gay, pour ou contre), le débat est jugé suffisant
- Questions en réaction à une proposition (ex : prix unique)
- Questions neutres
- Questions pour faire réfléchir sur un état de fait

Le registre actuel de langage des questions est à revoir. Il est trop lié à des vocabulaires d'acteurs spécialisés. D'autres blocs que ceux à l'ordre du jour seront traités ultérieurement: financement, statut des acteurs, place des citoyens dans le débat sur la science et la technique, rôle de l'éducation comme préparation à la recherche, la création et l'innovation.

Sur le champ de la politique culturelle

Les questions actuelles sont présentées par Gisèle Sapiro. Quelques éléments de la discussion qui suit :

Ne pas faire l'économie de certaines mises en perspectives aujourd'hui :

- Politique nationale / en fonct^o directives européennes, OMC...Décentralisation...
- Politique culturelle / de régulation industrielle
- Priorité innovation / patrimoine – aide à la production/ à la création. Débat sur la pertinence de ces distinctions classiques internes aux politiques culturelles.

Quelques reformulations proposées :

- L'avis des personnes qualifiées – les pairs : Le système actuel est basé sur les comités d'experts (les pairs, voir au-delà). La question devrait problématiser la désignation des experts, leur statut.
- À qui va les aides ? – à l'accès, – aux grosses structures ou petites structures, deux critères d'emblée plus fort que l'énumération des dispositifs actuels (création, production, patrimoine...), cette problématique rejoint celle de la diversification des aides.

Autres problématiques soulevées :

- Dénoncer un état de fait, de détournement : les aides vont principalement aux intermédiaires et non plus aux artistes ou praticiens amateurs ou spectateurs...
- Préserver les modes pluriels d'accès aux aides (lutter contre la carte professionnelle, notamment mais les notions poison d'excellence, d'exception) mais agir sur certaines plus que d'autres à titre de levier d'une politique.
- Resserrer les aides publiques autour d'objectifs essentiels : accompagner les premiers concernés (Simplification des modes d'attribution des aides ?).
- Mieux partager le savoir et l'expertise d'un secteur : ouverture (dans les 2 sens) des données, des études, des modélisations, des prévisions pour accompagner de véritables politiques.
- Mettre en oeuvre des programmes d'étude et de recherche optimistes sur l'avenir du secteur. (Mettre en évidence, en mot, en mouvement... les richesses indirectes... = tuer le paradigme universel de la loi de baumol !!!).
- Êtes-vous plutôt pour une reconnaissance des parcours que des situations ? (cette question rejoint astucieusement la question des statuts : circulation des personnes dans le marché du travail et non fossilisation des situations, culture de l'aigreur ou du pouvoir – abus : on reste expert parce qu'on n'a pas le choix de faire autre chose et .
- Voulez-vous soutenir plus les pratiques culturelles ? quelle politique sur les conditions des pratiques culturelles, sur le statut de la pratique amateur...

Sur le champ de la politique publique en matière d'industries culturelles et technologiques

Pas véritablement de politique publique sur l'industrie culturelle, de pensée.

Témoignage de Bernard Stiegler (IRCAM): Pas pour intérioriser un état de fait mais pour faire une proposition politique vers un changement de modèle industriel.

Modèle existant est épuisé et nous sommes dans un capitalisme culturel. La question–revendication du 1% culturel, à abandonner car la culture est partout. Il faut faire une politique culturelle industrielle car nous sommes dans un monde industriel. Sinon, leurre.

La politique industrielle de l'Europe (politique française pour l'Europe), politique culturelle de l'industrie. Toutes les grandes entités sont industrielles.

Effondrement du modèle de la consommation. On a affaire à des consommateurs mais ce modèle industriel est caduc. FNAC, ...Repérage d'un mal être consommatoire générateur d'un comportement anti–pub, anti–consommation... précurseur des comportements de demain. Doit intérioriser que la conso s'effondre.

De nouvelles pratiques liées à la politique des techno de l'esprit : Cognitives (traitement de texte) et culturelles (radio, cinéma...) avec une convergence vers un seul secteur. Les activités de l'esprit donnent des technologies qui servent la manière de penser. Elles donnent lieu à des méta marchés (marketing, média...). Médias déconcent. (???).

Politique de la culture, recherche, industrie = même chose + politique du libre c'`a dire du biens privé ou commun. Il faut élever un modèle industriel de parité qualifiante – on est destinataires et destinateur d'un message. Les gens veulent être des contributeurs et non des consommateurs. La culture au coeur du sujet, la culture industrielle.

Débat sur cette présentation :

– (Philippe) : Attention à la servitude du consommateur accentuée par les technologies de l'assentiment (star ac – vote par sms). Difficile d'interroger sur un tel sujet, plus réaliste de trouver à l'intérieur des éléments structurels, des leviers de changement majeurs et questionner le pouvoir public sur ces points.

–(Bernard) : Cette mutation technologique, permet de repenser les structures de l'éducation, le rôle de ces technologies, de leur socialisation (temps de rotation des opérations institutionnelles : aucune fatalité sur la TV). Question plus concrète de programme est le changement de la politique publique industrielle sur TV (???).

– (Philippe) : les leviers pour des mutations du type industriel. Difficulté de jouer sur du contexte et non du contenu, gérer les règles plus que les contenus. Je suis convaincu que les actions de contenu sont abstraites car peu d'habitude de débat. On est dévastés par l'urgence. Faut être bon pour poser des questions a priori sur les règles mais qui cerne la question du contenu. donc ?

–(Bernard) : Il y a une politique publique, une stratégie industrielle d'état américaine. Ex : Prévoir le multimédia (abandon de l'analogique) ou Microsoft intéressé par la TV, les écrans soit la culture.

– BM : Ce choix stratégique est scandaleux, car imposé.

– (Ph) : 3 milliards d'euros (en tout pendant 6 ans) sur le standart Thompson via la commission européenne sans aucun rendu industriel. Donc manque de vision.

–(Bernard) : politique culturelle industrielle – processus d'individuation. Ircam jeunes résonnent dans le monde du libre. Ils sont dans un modèle coopératif... Il faut abandonner. L'individuation des destinataires. Revenir aux pratiques.

– (Ph) : sur de faire bouger les choses par en haut ? On peut encourager le bas. Des gens capables de comprendre ce qui émerge. On sait que dans les politiques industrielles, il y a un arbitrage entre le possible (puissant) et le pari...Le tissu social fait émerger des possibles alors inexistants. Dessolvabiliser certains modèles et ressolvabiliser d'autres modèles = forme de proposition de changement qui pourrait être porté par les puissances publiques.

–(Bernard) : faire (Deleuze) des agencements, produire de la conjonctivité, des tissus d'actions et non plus un modèle cognitif « connexionniste », ni auto organisé (deux paradigmes mauvais). Il faut affirmer seul et

ensuite produire des choses avec.

– (BM) : Recherche se crée dans le mode coopératif. La concurrence autre modèle qui bloque. Si j'étais l'état, je ne ferais que de la régulation. Le libéralisme impose ce qu'il vise souvent sur une argumentation militaire. Un mode coopératif c'est trouver une règle qui fait mourir de lui-même le libéralisme.

–(Bernard) : une politique c'est une affirmation. On ne peut pas attendre que ça s'auto organise ou régule.

Tous : Ne jamais perdre de vue pourquoi on fait les choses.

Question perso ; Faire adopter l'intermittence au niveau européen

Présents :

Objectif de l'atelier

- Perspective d'audition civique est un prétexte autant qu'un but.
- Opération qui a valeur de diffusion et de pédagogie.

Type de questions

- Questions type QCM (ex : le mariage gai, pour ou contre), le débat est jugé suffisant
- Questions en réaction à une proposition (ex : prix unique)
- Questions neutres
- Questions pour faire réfléchir sur un état de fait

Le registre actuel du langage des questions est à revoir.

Thèmes à l'ordre du jour :

- Les politiques industrielles et culturelles publiques.
- Le statut des productions : connaissances ou biens.

D'autres blocs : financement, statut des acteurs, place des citoyens, rôle de l'éducation seront traités ultérieurement.

Sur le champ de la politique culturelle

Les questions actuelles sont lues et présentées.

- Ne pas faire l'économie de certaines mises en perspectives aujourd'hui :

Politique nationale / en fonct° directive européenne, OMC...Décentralisation...

Politique culturelle / de régulation industrielle

Priorité innovation/patrimoine – aide à la production/ à la création

- Quelques reformulations proposées :

- L'avis des personnes qualifiées – les pairs : Le système actuel est basé sur les comités d'experts (les pairs, voir au-delà). La question devrait problématiser la désignation des experts, leur statut.

- À qui va les aides ? – à l'accès, – aux grosses structures ou petites structures, deux critères d'emblée plus fort que l'énumération des dispositifs actuels (création, production, patrimoine...), cette problématique rejoint celle de la diversification des aides.

- autres problématiques soulevées :

- Dénoncer un état de fait, de détournement : les aides vont principalement aux intermédiaires et non plus aux artistes ou praticiens amateurs ou spectateurs...

- Préserver les modes pluriels d'accès aux aides (lutter contre la carte professionnelle, notamment mais les notions poison d'excellence, d'exception) mais agir sur certaines plus que d'autres à titre de levier d'une politique.

- Resserrer les aides publiques autour d'objectifs essentiels : accompagner les premiers concernés (Simplification des modes d'attribution des aides ?).

- Mieux partager le savoir et l'expertise d'un secteur : ouverture (dans les 2 sens) des données, des études, des modélisations, des prévisions pour accompagner de véritables politiques.

- Mettre en oeuvre des programmes d'étude et de recherche optimistes sur l'avenir du secteur. (Mettre en évidence, en mot, en mouvement... les richesses indirectes... = tuer le paradigme universel de la loi de baumol !!!).

- Etes-vous plutôt pour une reconnaissance des parcours que des situations ? (cette question rejoint astucieusement la question des statuts : circulation des personnes dans le marché du travail et non fossilisation des situations, culture de l'aigreur ou du pouvoir –abus : on reste expert parce qu'on n'a pas le choix de faire autre chose et .

- Voulez-vous soutenir plus les pratiques culturelles ? quelle politique sur les conditions des pratiques culturelles, sur le statut de la pratique amateur...

Sur le champ de la politique publique en matière d'industrie culturelle

Pas véritablement de politique publique sur l'industrie culturelle, de pensée.

Témoignage de Bernard Stiegler (IRCAM): Pas pour intérioriser un état de fait mais pour faire une proposition politique vers un changement de modèle industriel.

Modèle existant est épuisé et nous sommes dans un capitalisme culturel. La question–revendication du 1% culturel, à abandonner car la culture est partout. Il faut faire une politique culturelle industrielle car nous sommes dans un monde industriel. Sinon, leurre.

La politique industrielle de l'Europe (politique française pour l'Europe), politique culturelle de l'industrie. Toutes les grandes entités sont industrielles.

Effondrement du modèle de la consommation. On a affaire à des consommateurs mais ce modèle industriel est caduc. FNAC, ...Repérage d'un mal être consommatoire générateur d'un comportement anti–pub, anti–consommation... précurseur des comportements de demain. Doit intérioriser que la conso s'effondre.

De nouvelles pratiques liées à la politique des techno de l'esprit : Cognitives (traitement de texte) et culturelles (radio, cinéma...) avec une convergence vers un seul secteur. Les activités de l'esprit donnent des technologies qui servent la manière de penser. Elles donnent lieu à des méta marchés (marketing, média...). Médias déconnet. (???).

Politique de la culture, recherche, industrie = même chose + politique du libre c' à dire du biens privé ou commun. Il faut élever un modèle industriel de parité qualifiante – on est destinataires et destinateur d'un message. Les gens veulent être des contributeurs et non des consommateurs. La culture au coeur du sujet, la culture industrielle.

Débat sur cette présentation :

– (Philippe) : Attention à la servitude du consommateur accentuée par les technologies de l'assentiment (star ac – vote par sms). Difficile d'interroger sur un tel sujet, plus réaliste de trouver à l'intérieur des éléments structurels, des leviers de changement majeurs et questionner le pouvoir public sur ces points.

–(Bernard) : Cette mutation technologique, permet de repenser les structures de l'éducation, le rôle de ces technologies, de leur socialisation (temps de rotation des opérations institutionnelles : aucune fatalité sur la TV). Question plus concrète de programme est le changement de la politique publique industrielle sur TV (???).

– (Philippe) : les leviers pour des mutations du type industriel. Difficulté de jouer sur du contexte et non du contenu, gérer les règles plus que les contenus. Je suis convaincu que les actions de contenu sont abstraites car peu d'habitude de débat. On est dévastés par l'urgence. Faut être bon pour poser des questions a priori sur les règles mais qui cerne la question du contenu. donc ?

–(Bernard) : Il y a une politique publique, une stratégie industrielle d'état américaine. Ex : Prévoir le multimédia (abandon de l'analogique) ou Microsoft intéressé par la TV, les écrans soit la culture.

– BM : Ce choix stratégique est scandaleux, car imposé.

– (Ph) : 3 milliards d'euros (en tout pendant 6 ans) sur le standart Thompson via la commission européenne sans aucun rendu industriel. Donc manque de vision.

–(Bernard) : politique culturelle industrielle – processus d'individuation. Ircam jeunes résonnent dans le monde du libre. Ils sont dans un modèle coopératif... Il faut abandonner. L'individuation des destinataires. Revenir aux pratiques.

– (Ph) : sur de faire bouger les choses par en haut ? On peut encourager le bas. Des gens capables de comprendre ce qui émerge. On sait que dans les politiques industrielles, il y a un arbitrage entre le possible (puissant) et le pari...Le tissu social fait émerger des possibles alors inexistants. Dessolvabiliser certains modèles et ressolvabiliser d'autres modèles = forme de proposition de changement qui pourrait être porté par les puissances publiques.

–(Bernard) : faire (Deleuze) des agencements, produire de la conjonctivité, des tissus d'actions et non plus un modèle cognitif « connexionniste », ni auto organisé (deux paradigmes mauvais). Il faut affirmer seul et

ensuite produire des choses avec.

– (BM) : Recherche se crée dans le mode coopératif. La concurrence autre modèle qui bloque. Si j'étais l'état, je ne ferais que de la régulation. Le libéralisme impose ce qu'il vise souvent sur une argumentation militaire. Un mode coopératif c'est trouver une règle qui fait mourir de lui-même le libéralisme.

–(Bernard) : une politique c'est une affirmation. On ne peut pas attendre que ça s'auto organise ou régule.

Tous : Ne jamais perdre de vue pourquoi on fait les choses.

Question perso ; Faire adopter l'intermittence au niveau européen

Présents :

Objectif de l'atelier

- Perspective d'audition civique est un prétexte autant qu'un but.
- Opération qui a valeur de diffusion et de pédagogie.

Type de questions

- Questions type QCM (ex : le mariage gai, pour ou contre), le débat est jugé suffisant
- Questions en réaction à une proposition (ex : prix unique)
- Questions neutres
- Questions pour faire réfléchir sur un état de fait

Le registre actuel du langage des questions est à revoir.

Thèmes à l'ordre du jour :

- Les politiques industrielles et culturelles publiques.
- Le statut des productions : connaissances ou biens.

D'autres blocs : financement, statut des acteurs, place des citoyens, rôle de l'éducation seront traités ultérieurement.

Sur le champ de la politique culturelle

Les questions actuelles sont lues et présentées.

- Ne pas faire l'économie de certaines mises en perspectives aujourd'hui :

Politique nationale / en fonct° directive européenne, OMC...Décentralisation...

Politique culturelle / de régulation industrielle

Priorité innovation/patrimoine – aide à la production/ à la création

- Quelques reformulations proposées :

– L'avis des personnes qualifiées – les pairs : Le système actuel est basé sur les comités d'experts (les pairs, voir au-delà). La question devrait problématiser la désignation des experts, leur statut.

– À qui va les aides ? – à l'accès, – aux grosses structures ou petites structures, deux critères d'emblée plus fort que l'énumération des dispositifs actuels (création, production, patrimoine...), cette problématique rejoint celle de la diversification des aides.

- autres problématiques soulevées :

– Dénoncer un état de fait, de détournement : les aides vont principalement aux intermédiaires et non plus aux artistes ou praticiens amateurs ou spectateurs...

– Préserver les modes pluriels d'accès aux aides (lutter contre la carte professionnelle, notamment mais les notions poison d'excellence, d'exception) mais agir sur certaines plus que d'autres à titre de levier d'une politique.

– Resserrer les aides publiques autour d'objectifs essentiels : accompagner les premiers concernés (Simplification des modes d'attribution des aides ?).

– Mieux partager le savoir et l'expertise d'un secteur : ouverture (dans les 2 sens) des données, des études, des modélisations, des prévisions pour accompagner de véritables politiques.

– Mettre en oeuvre des programmes d'étude et de recherche optimistes sur l'avenir du secteur. (Mettre en évidence, en mot, en mouvement... les richesses indirectes... = tuer le paradigme universel de la loi de baumol !!!).

– Etes-vous plutôt pour une reconnaissance des parcours que des situations ? (cette question rejoint astucieusement la question des statuts : circulation des personnes dans le marché du travail et non fossilisation des situations, culture de l'aigreur ou du pouvoir –abus : on reste expert parce qu'on n'a pas le choix de faire autre chose et .

– Voulez-vous soutenir plus les pratiques culturelles ? quelle politique sur les conditions des pratiques culturelles, sur le statut de la pratique amateur...

Sur le champ de la politique publique en matière d'industrie culturelle

Pas véritablement de politique publique sur l'industrie culturelle, de pensée.

Témoignage de Bernard Stiegler (IRCAM): Pas pour intérioriser un état de fait mais pour faire une proposition politique vers un changement de modèle industriel.

Modèle existant est épuisé et nous sommes dans un capitalisme culturel. La question–revendication du 1% culturel, à abandonner car la culture est partout. Il faut faire une politique culturelle industrielle car nous sommes dans un monde industriel. Sinon, leurre.

La politique industrielle de l'Europe (politique française pour l'Europe), politique culturelle de l'industrie. Toutes les grandes entités sont industrielles.

Effondrement du modèle de la consommation. On a affaire à des consommateurs mais ce modèle industriel est caduc. FNAC, ...Repérage d'un mal être consommatoire générateur d'un comportement anti–pub, anti–consommation... précurseur des comportements de demain. Doit intérioriser que la conso s'effondre.

De nouvelles pratiques liées à la politique des techno de l'esprit : Cognitives (traitement de texte) et culturelles (radio, cinéma...) avec une convergence vers un seul secteur. Les activités de l'esprit donnent des technologies qui servent la manière de penser. Elles donnent lieu à des méta marchés (marketing, média...). Médias déconnet. (???).

Politique de la culture, recherche, industrie = même chose + politique du libre c'à dire du biens privé ou commun. Il faut élever un modèle industriel de parité qualifiante – on est destinataires et destinateur d'un message. Les gens veulent être des contributeurs et non des consommateurs. La culture au coeur du sujet, la culture industrielle.

Débat sur cette présentation :

– (Philippe) : Attention à la servitude du consommateur accentuée par les technologies de l'assentiment (star ac – vote par sms). Difficile d'interroger sur un tel sujet, plus réaliste de trouver à l'intérieur des éléments structurels, des leviers de changement majeurs et questionner le pouvoir public sur ces points.

–(Bernard) : Cette mutation technologique, permet de repenser les structures de l'éducation, le rôle de ces technologies, de leur socialisation (temps de rotation des opérations institutionnelles : aucune fatalité sur la TV). Question plus concrète de programme est le changement de la politique publique industrielle sur TV (???).

– (Philippe) : les leviers pour des mutations du type industriel. Difficulté de jouer sur du contexte et non du contenu, gérer les règles plus que les contenus. Je suis convaincu que les actions de contenu sont abstraites car peu d'habitude de débat. On est dévastés par l'urgence. Faut être bon pour poser des questions a priori sur les règles mais qui cerne la question du contenu. donc ?

–(Bernard) : Il y a une politique publique, une stratégie industrielle d'état américaine. Ex : Prévoir le multimédia (abandon de l'analogique) ou Microsoft intéressé par la TV, les écrans soit la culture.

– BM : Ce choix stratégique est scandaleux, car imposé.

– (Ph) : 3 milliards d'euros (en tout pendant 6 ans) sur le standart Thompson via la commission européenne sans aucun rendu industriel. Donc manque de vision.

–(Bernard) : politique culturelle industrielle – processus d'individuation. Ircam jeunes résonnent dans le monde du libre. Ils sont dans un modèle coopératif... Il faut abandonner. L'individuation des destinataires. Revenir aux pratiques.

– (Ph) : sur de faire bouger les choses par en haut ? On peut encourager le bas. Des gens capables de comprendre ce qui émerge. On sait que dans les politiques industrielles, il y a un arbitrage entre le possible (puissant) et le pari...Le tissu social fait émerger des possibles alors inexistants. Dessolvabiliser certains modèles et ressolvabiliser d'autres modèles = forme de proposition de changement qui pourrait être porté par les puissances publiques.

–(Bernard) : faire (Deleuze) des agencements, produire de la conjonctivité, des tissus d'actions et non plus un modèle cognitif « connexionniste », ni auto organisé (deux paradigmes mauvais). Il faut affirmer seul et

ensuite produire des choses avec.

– (BM) : Recherche se crée dans le mode coopératif. La concurrence autre modèle qui bloque. Si j'étais l'état, je ne ferais que de la régulation. Le libéralisme impose ce qu'il vise souvent sur une argumentation militaire. Un mode coopératif c'est trouver une règle qui fait mourir de lui-même le libéralisme.

–(Bernard) : une politique c'est une affirmation. On ne peut pas attendre que ça s'auto organise ou régule.

Tous : Ne jamais perdre de vue pourquoi on fait les choses.

Question perso ; Faire adopter l'intermittence au niveau européen